

Unité bidépartementale de la Charente  
et de la Vienne

Poitiers, le 11 mars 2025

**Rapport de l'inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 18 février 2025

**Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Raymond Iribarren et Fils**

1 chemin du Désert  
86350 Usson-Du-Poitou

Références : 2025 337 Ubd 16-86 ENV86  
Code AIOT : 0007200924

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 février 2025 dans l'établissement Raymond Iribarren et Fils implanté lieux-dits « Les Soucheaux » et « Les Braguettes » 86320 Goux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Raymond Iribarren et Fils
- Lieux-dits « Les Soucheaux » et « Les Braguettes » 86320 Goux
- Code AIOT : 0007200924
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette carrière est exploitée à 30 % de sa capacité moyenne, l'extraction étant majoritairement réalisée par la société Bailly, déclarée comme entreprise extérieure. La zone d'intervention de cette société est bien définie.

L'autorisation initiale du 9 juin 2004 pour une durée de 18 ans, a été modifiée par les arrêtés suivants :

- arrêté préfectoral complémentaire du 14 décembre 2007 autorisant l'exploitation de la bande réglementaire de 10 m et imposant la réalisation d'une étude paysagère ;

- arrêté préfectoral complémentaire du 14 mai 2013 actant la cote minimale de 85 m NGF sur les parcelles n° 1 et 2 et la mise à jour de la remise en état ainsi que des garanties financières ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2019 actant la possibilité d'exploiter la bande de 10 m jouxtant les carrières voisines (CMGO et Sablières de Goux) ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 9 février 2022 : approfondissement à la cote 80 m NGF et légère extension de la carrière au sud (1650 m<sup>2</sup> de surface exploitable) – prolongation de l'autorisation de 12 ans, soit jusqu'au 9 juin 2034 – abrogation des arrêtés complémentaires du 14 décembre 2007 et du 14 mai 2013.

En parallèle, cette installation est impactée par le projet de déviation routière (RN147) qui traversera l'emprise Nord de la carrière. Une cessation d'activité devra être réalisée sur les parcelles concernées.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Plan d'exploitation	Arrêté préfectoral du 9 juin 2004, article 2.8	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Quantité extraite	Arrêté préfectoral du 9 juin 2004, article 1.1 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 février 2022, article 2-I
2	Limites d'extraction	Arrêté préfectoral du 9 juin 2004, article 1.2 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 février 2022, article 2-II
3	Remblayage	Arrêté préfectoral du 9 juin 2004, article 1.4.2 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 février 2022, article 2-IV
4	Bruit	Arrêté préfectoral du 9 juin 2004, article 1.6
5	Mesure environnementale d'accompagnement	Arrêté préfectoral complémentaire du 9 février 2022, article 2-III

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les cotes d'extraction, sans atteindre la nappe sous-jacente, ainsi que sa capacité annuelle maximale d'extraction.

L'exploitant a réussi à créer deux mares (mesure environnementale d'accompagnement) dans un environnement peu favorable.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Quantité extraite**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 9 juin 2004, article 1.1 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 février 2022, article 2-I
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Caractéristiques de l'autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b> Capacité annuelle maximale autorisée : 145 000 t/an
<b>Constats :</b> Au vu des déclarations Gerep, les quantités extraites sur les années 2023 et 2024 sont inférieures à la capacité susmentionnée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Limites d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 9 juin 2004, article 1.2 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 février 2022, article 2-II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Caractéristiques de l'autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] L'épaisseur d'extraction maximale des sables et graviers est de 30 mètres y compris l'épaisseur de découverte. À condition de ne pas atteindre la nappe à une cote supérieure, la cote minimale du fond de la carrière est de 80 m NGF, sauf pour les parcelles ZD 259 et 260 pour laquelle elle est limitée à 85 m NGF en dehors des zones déjà remises en état. »
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis préalablement à la visite de l'inspection un plan d'exploitation à jour. L'épaisseur d'extraction reste inférieure à 30 m et la cote minimale de 80 m NGF n'est pas dépassée. Trois piézomètres permettent le cas échéant de vérifier que la cote des plus hautes eaux au droit de la carrière n'atteint jamais la cote de 80 m NGF (78 à 79 m au maximum).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Remblayage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 9 juin 2004, article 1.4.2 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 février 2022, article 2-IV
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Remise en état final
<b>Prescription contrôlée :</b> « Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. [...] Outre les prescriptions réglementaires de l'arrêté du 12 décembre 2014 précité et des articles 1 et 9 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, l'exploitant tient à jour un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité. De plus, l'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts. »
<b>Constats :</b> La carrière ne fait pas l'objet de remblayage à ce stade du phasage d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 9 juin 2004, article 1.6		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des limites de bruit		
<b>Prescription contrôlée :</b> « <i>L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aérien ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.</i>		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h 00 à 22 h 00 sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h 00 à 7 h 00 ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB (A)
supérieur à 45 dB(A)	5 dB (A)	3 dB (A)
Niveaux admissibles: point de mesure	Jour de 7h 00 à 22h 00 sauf dimanches et jours fériés	Nuit de 22h 00 à 7h 00 ainsi que les dimanches et jours fériés
En limite de propriété	70 dB (A)	Exploitation interdite
La Vergne	55,5dB(A)	
<i>Un contrôle des niveaux sonores est effectué au plus tard 1 an après le début de l'exploitation. En tout état de cause, de tels contrôles sont effectués au moins une fois tous les trois ans. »</i>		
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis préalablement à la visite le dernier rapport des mesures du bruit dans l'environnement de septembre 2023. Toutes les mesures (émergences et émissions en limites de propriété) sont conformes.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		

**N° 5 : Mesure environnementale d'accompagnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 9 février 2022, article 2-III
<b>Thème(s) :</b> Autre, Création et suivi d'une mare
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« [...] Une mare est créée en dehors du périmètre autorisée sur la parcelle ZB 33 dans un délai maximum de 2 ans à compter de la notification du présent arrêté. »</i> <i>Un suivi annuel de la nouvelle mare et de la mare existante est réalisé par un organisme compétent pendant trois ans. Il consiste à réaliser une expertise écologique sur la période de février à juin, avec un passage tous les 15 jours, afin d'observer la fonctionnalité de la nouvelle mare (apparition de pontes) et de déterminer les espèces présentes. Ce suivi fait l'objet d'un rapport annuel transmis à l'inspection des installations classées.</i> <i>À l'issue de ce délai de trois ans, la mare originelle pourra être supprimée en période d'assec si le bilan des suivis démontre une fonctionnalité avérée de la nouvelle mare notamment par la colonisation d'individus identiques à ceux de la mare originelle. Dans le cas contraire, cette dernière sera conservée et l'exploitant devra transmettre des propositions d'ajustements à l'inspection des installations classées.</i> <i>La fonctionnalité et l'entretien de la nouvelle mare et le cas échéant de la mare originelle devront être assurés durant l'exploitation afin de permettre le maintien des espèces. »</i>
<b>Constats :</b> L'exploitant a réalisé 2 mares (au lieu d'une seule), l'une de 50 m <sup>2</sup> environ, l'autre de 30 m <sup>2</sup> environ, au cas où l'une d'entre elles serait moins fonctionnelle. Ces mares, de conception difficile, ayant nécessité de ramener de l'argile et de le compacter, semblent être en capacité de retenir l'eau météorique. Ces ouvrages sont suivis par l'association de protection de l'environnement Vienne Nature.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Plan d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 9 juin 2004, article 2.8
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise à jour du plan d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> « Un plan d'échelle adaptée à la superficie de la carrière est établi. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m ; les bords de la fouille ;</li><li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li><li>• les zones remises en état ;</li><li>• la position des ouvrages visés à l'article 2.7.2 ci-dessous et, s'il y lieu, leur périmètre de protection institué en vertu des réglementations spéciales.</li></ul> Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. »
<b>Constats :</b> Le plan d'exploitation ne contient pas toutes les informations prévues par l'article 2.8 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2004.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Devront être ajoutés sur le plan d'exploitation : <ul style="list-style-type: none"><li>• les zones remises en état (prévoir par exemple un hachurage de ces zones) ;</li><li>• les forages sur l'emprise de l'installation.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois